

**FÉDÉRATION DE RUSSIE****Amnesty International et l'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence » demandent aux autorités de prendre des mesures maintenant.**

Index AI : EUR 46/037/2003

Lundi 19 mai 2003

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

L'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence » et Amnesty International se sont rencontrées la semaine dernière pour parler de la réponse à apporter à l'une des atteintes aux droits humains les plus cachées en Russie – la violence à l'égard des femmes au sein de la famille – et voir quelle pouvait être leur contribution à la résolution de cette question. Des organisations non-gouvernementales (ONG) disent aux autorités russes : *« Nous possédons les compétences et avons des propositions concrètes. Nous demandons au gouvernement de s'y intéresser et nous sommes prêts à coopérer. Nous attendons du gouvernement fédéral qu'il prenne des mesures maintenant. »*

Des ONG telles que l'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence » travaillent depuis dix ans à changer l'attitude de la société et à fournir aide et protection aux femmes victimes de violence.

*« Selon les dernières statistiques, une femme sur cinq est régulièrement battue par son partenaire en Fédération de Russie. Nous avons développé des stratégies, créé des centres de crise, mis en place une coopération utile avec les structures policières dans différentes régions. Nous sommes prêts à commencer à travailler avec le gouvernement fédéral maintenant »,* a déclaré Irina Khaldeeva, présidente de l'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence ».

Amnesty International constate que la violence à l'égard des femmes est un phénomène affectant tous les milieux, toutes les classes, tous les âges, toutes les ethnies, tous les religions et toutes les nationalités à travers le monde – des États-Unis où elle constitue la menace la plus répandue pour les femmes au Bangladesh où le nombre de femmes tuées par leurs époux représente 50 p. cent de tous les homicides. L'organisation se joint aux organisations de

femmes pour envoyer un message fort et clair disant que la violence à l'égard des femmes ne doit pas être tolérée.

En dépit du fait que dix années se sont maintenant écoulées depuis la Déclaration des Nations unies sur l'élimination de la violence contre les femmes, qui établissait clairement ce que les gouvernements devaient faire, ceux-ci ont jusqu'à ce jour failli à leurs responsabilités et n'ont pas mis un terme au problème. Toutes les personnes ayant autorité doivent se souvenir qu'il est de leur devoir de se pencher sur la question et d'apporter un soutien aux femmes victimes de violence au sein de la famille. Encore récemment en 2002, le Comité des Nations unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a fait part de sa préoccupation face au niveau élevé de violence à l'égard des femmes dans la Fédération de Russie et a demandé au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour régler ce problème.

La lutte contre la violence à l'égard des femmes fait partie intégrante de la campagne d'Amnesty International en faveur des droits humains en Russie. Amnesty International, qui compte plus de 1 600 000 membres à travers le monde, demande au gouvernement de prendre des mesures prouvant sa volonté politique de remplir ses obligations. Dans sa campagne, l'organisation met l'accent sur des mesures concrètes pouvant garantir la justice aux femmes victimes de violence au sein de la famille et mettre un terme à l'impunité dont jouissent les auteurs d'actes de violence.

*« En lien avec des ONG russes nous avons identifié des secteurs dans lesquels des résultats tangibles peuvent être obtenus et qui sont susceptibles d'améliorer la situation des femmes victimes de violence. Amnesty International demande : que des changements soient effectués dans la manière de collecter les statistiques concernant la criminalité afin d'établir clairement et de rendre public les chiffres correspondant au nombre de femmes ayant fait état d'actes de violence à leur rencontre au sein de la famille ; qu'un message clair soit adressé aux forces de police sur la façon dont elles doivent réagir lorsque des femmes viennent faire état d'actes de violence à leur égard et que soit mise en place une formation à l'intention des forces de police et des responsables de l'application des lois concernant le problème de la violence dirigée contre les*

femmes », a déclaré l'organisation.

Ces mesures doivent faire partie d'un programme global d'action impliquant les différents organismes gouvernementaux, des organisations non-gouvernementales et des experts, a déclaré Amnesty International.

Amnesty International et l'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence » ont désigné plusieurs domaines dans lesquels une coopération pouvait être établie ; il s'agit entre autres :

- d'amener le public à prendre conscience que la violence à l'égard des femmes constitue une atteinte aux droits humains ;
- d'encourager le dialogue avec les autorités pour les convaincre de la nécessité de mettre en place certaines mesures ;
- de renforcer la coopération entre les groupes d'Amnesty International et les centres de crise en Fédération de Russie ;
- d'organiser des actions conjointes des membres d'Amnesty International et de l'Association russe des centres de crise pour les femmes « Halte à la violence ».

Combattre la violence à l'égard des femmes constitue un défi immense, mais cette question doit être traitée si l'on veut que les femmes voient leur droits humains fondamentaux respectés en Fédération de Russie, a déclaré Amnesty International. En 2004, Amnesty International va lancer une campagne contre la violence à l'égard des femmes partout dans le monde. Amnesty International s'engage à poursuivre sa campagne de lutte contre la violence à l'égard des femmes au sein de la famille aux côtés des ONG russes afin de faire en sorte que ces atteintes aux droits humains soient prises en compte, que les droits fondamentaux des femmes russes soient reconnus et que les auteurs d'actes de violence soient punis. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter Lydia Aroyo, attachée de presse pour la Campagne Russie au +44 20 7413 5599, ou au +44 7798 555 62 (e-mail : [laroyo@amnesty.org](mailto:laroyo@amnesty.org)) et consulter les sites d'Amnesty International pour la Campagne Russie : [www.amnesty.org/russia](http://www.amnesty.org/russia) et [www.web.amnesty.org/mavp/av.nsf/pages/Russian\\_press\\_kit](http://www.web.amnesty.org/mavp/av.nsf/pages/Russian_press_kit) (kit presse).**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**